

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE  
**Commune de SAINTE-SIGOLÈNE**

\*\*\*\*\*

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2024/36**

***Engageant la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme  
(P.L.U.) de la Commune de Sainte-Sigolène***

**Le Maire de la Commune de SAINTE-SIGOLÈNE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment ses articles; L 153-36 et suivants et les articles R 153-20 et suivants,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme en date du 12 avril 2012 ;

**Vu** la délibération en date du 11 mars 2015 ayant approuvé la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme,

**Vu** la délibération en date du 11 mars 2015 ayant approuvé la révision sous format allégé n°1 du Plan Local d'Urbanisme,

**Vu** la délibération en date du 11 juin 2018 ayant approuvé la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme,

**Vu** la délibération en date du 11 juin 2018 ayant approuvé la révision sous format allégé n°2 du Plan Local d'Urbanisme,

**Considérant qu'il** apparaît nécessaire de procéder à une modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme pour les motifs suivants :

- Modification du règlement (redéfinir le logement autorisé lié à une activité commerciale ou professionnelle en zone UI et UE, autoriser le changement de destination des industries en habitation en zone UAa, définir un linéaire commercial en centre bourg, accepter les dispositifs liés aux énergies renouvelables en surimposition, adopter des nouveaux aspects architecturaux/teintes concernant les surfaces vitrées, les toitures, façades, et clôtures).
- Suppression de l'emplacement réservé de « Le Psychier ».

**Considérant qu'en** application de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, le PLU peut faire l'objet d'une modification lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement ou les orientations d'aménagement et de programmation ;

**Considérant que** l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :

- Changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durables ;
- Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- Ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives ;

- Créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

**Considérant qu'en** vertu de l'article L.153-45, les modifications projetées n'ont pas pour effet :

- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant dans une zone de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

**Considérant que** les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification simplifiée du P.L.U. ;

**Considérant qu'en** application de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées (visées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme) avant sa mise à disposition du public ;

**Considérant que,** pour la mise en œuvre de la procédure de modification dans sa forme simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées seront mis à disposition du public pendant un mois afin de lui permettre de formuler ses observations qui seront, alors, enregistrées et conservées ;

**Considérant que** les modalités de la mise à disposition seront précisées par le Conseil Municipal délibérant de Sainte-Sigolène et seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition ;

**Considérant qu'à** l'issue de la mise à disposition, il en sera présenté le bilan devant le Conseil Municipal qui en délibèrera et pourra adopter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée ;

## ARRÊTE

**Article 1** : Une procédure de modification simplifiée n°3 du PLU de la Commune de Sainte-Sigolène est engagée en application des dispositions des articles L.153-45 et suivants du Code de l'Urbanisme.

**Article 2** : Le projet de modification simplifiée n°3 portera sur des évolutions apportées au règlement écrit du PLU.

**Article 3** : Le projet de modification simplifiée n°3 du P.L.U. de la Commune de Sainte-Sigolène sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées (PPA) avant sa mise à disposition du public. Le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier mis à disposition.

**Article 4** : A l'issue de sa mise à disposition du public, le projet de modification simplifiée n°3, éventuellement amendé pour tenir compte des avis des PPA et des observations du public, sera

adopté par délibération motivée du Conseil Municipal de Sainte-Sigolène.

**Article 5 :** Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet :

- d'un affichage en mairie de Sainte-Sigolène durant un délai d'un mois ;
- d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

**Article 6 :** Conformément aux dispositions prévues par l'article R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Clermont-Ferrand ou par l'application informatique "Télerecours citoyen" accessible par le site internet "www.telerecours.fr". Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

**Article 7 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise au représentant de l'Etat.

Fait à Sainte-Sigolène, le 29 février 2024



Le Maire,

Didier ROUCHOUSE